

L'Union européenne à la croisée des chemins

Déclaration du groupe de l'agriculture

Notre assemblée a choisi le bon moment pour débattre de l'Europe ; à quelques jours des élections européennes, notre avis peut contribuer, avec d'autres initiatives bien sûr, à motiver les électeurs à se rapprocher de l'Europe.

Ce texte nous offre une occasion supplémentaire de rappeler que l'Europe n'est pas à l'origine de tous les maux contrairement à ce que disent certains politiques qui se défont de leurs responsabilités.

La crise que nous traversons actuellement ne doit pas nous faire douter de l'Europe, bien au contraire. Les valeurs portées par les Pères fondateurs, la paix, la démocratie, la liberté, restent d'actualité et ne seront jamais acquises une fois pour toute.

L'Union européenne ne manque pas d'atouts. Il faut mettre en avant l'originalité de sa construction, sa puissance économique, ou encore sa référence monétaire.

Les agriculteurs ont, depuis les premiers traités, une relation particulière avec l'Europe. Si elle a permis de dynamiser et d'organiser le secteur agricole, notre secteur a contribué lui aussi à forger l'identité européenne. Cette connaissance ancienne et approfondie qu'ont les agriculteurs de l'Europe leur permet de dialoguer directement avec les instances communautaires et nos partenaires européens. Notre échange ne s'est jamais interrompu et, ce, malgré une transcription des textes par la France, qui se traduit trop souvent par des lourdeurs administratives et des complexités technocratiques.

Ce mode de fonctionnement que nous avons mis en place est également accessible aux autres secteurs d'activité et aux citoyens européens d'une manière générale sur des thématiques essentielles, et notamment cette Europe sociale et économique, dont on peut reconnaître les avancées mais qui a encore de grandes marges de progrès.

Il fallait effectivement consacrer une grande partie de l'avis à cet aspect tout à fait fondamental. Le groupe partage les préoccupations et les propositions sur ce point, en particulier sur les difficultés liées à la concurrence intra-européenne, faute d'une harmonisation sociale et fiscale.

Rendre l'Europe plus proche des citoyens et des représentants de la société civile est un facteur essentiel. Une simple éducation à l'Europe ne suffira pas, multiplier les débats ne servira à rien. Il faut une véritable implication, une véritable participation aux travaux de l'Europe. Et il faut que les

Européens puissent constater, de manière concrète, l'impact de ces travaux sur leur vie quotidienne et dans leur vie professionnelle.

Mais, pour cela, il faut continuer à construire l'Europe, à développer, comme cela a été fait pour l'agriculture, des politiques communes. Il faut parachever le marché intérieur, s'engager dans une politique industrielle offensive, mobiliser des investissements de long terme.

L'Europe a atteint bien des objectifs qui lui étaient assignés au départ ; nous avons désormais une plus grande ambition, de plus grandes exigences, car nous croyons que l'Europe n'est pas le problème mais qu'elle est la solution.

Le groupe de l'agriculture s'est prononcé sans réserve en faveur de cet avis.